Extrait du Association pour l'Économie Distributive

http://www.economiedistributive.fr/Chomage-et-revenu-garanti

**BIEN (Basic Income European Network)**

# Chômage et revenu garanti

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1987 - N° 856 - mai 1987 -

Date de mise en ligne : mardi 21 juillet 2009

Date de parution : mai 1987

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

**IL y a plusieurs mois déjà que "La Grande Relève" consacre régulièrement une de ses rubriques à l'Association Internationale pour l'Allocation Universelle, créée en septembre dernier par les participants au Congrès de Louvain-la-Neuve. Nous publions aujourd'hui la traduction de l'une des interventions les plus courageuses, celle de Gabriel Fragnière, directeur du Centre Européen pour le Travail et la Société, dont le siège est à Maastricht, aux Pays-Bas.**

1. La plupart des arguments en faveur de l'instauration d'un revenu de base repose sur l'idÃ©e que ce nouveau revenu de base qui devrait Ãªtre accessible Ã  tous, devrait consister essentiellement en une extension ou une gÃ©nÃ©ralisation des systÃ¨mes de sÃ©curitÃ© sociale, tels qu'ils existent dans les divers pays. TrÃ¨s souvent le dÃ©bat est liÃ© Ã  l'Ã©chec actuel des systÃ¨mes de sÃ©curitÃ© sociale, ou Ã  la crise globale de "l'Ã©tat providence". C'est pourquoi les arguments en faveur d'un revenu de base sont prÃ©sentÃ©s comme un moyen d'aider le systÃ¨me actuel Ã  survivre, plutÃ´t que pour le changer. Dans la plupart des cas, en effet, les personnes appelÃ©es Ã  participer au dÃ©bat sur le revenu de base sont des spÃ©cialistes de sÃ©curitÃ© sociale. TrÃ¨s souvent, les dÃ©partements ministÃ©riels qui s'intÃ©ressent un peu au problÃ¨me du revenu de base sont uniquement ceux qui sont responsables de la sÃ©curitÃ© sociale, et la participation Ã  cette confÃ©rence confirme en partie cette observation. Parmi ceux qui sont pleinement engagÃ©s dans le dÃ©bat sur le revenu de base, trÃ¨s peu viennent d'autres dÃ©partements concernÃ©s, tels que ceux qui s'occupent de politique d'emplois, d'organisation du travail, de relations industrielles, de politique sociale et familiale, etc... Lorsqu'on aborde le problÃ¨me en ces termes, il semble que la question du revenu de base soit exclusivement une question de sÃ©curitÃ© sociale.

Il est cependant important de remarquer que le nombre d'Ã©conomistes et de philosophes qui s'engagent dans le dÃ©bat croÃ®t rapidement. Ce qui veut dire qu'il est en train de se produire un changement dans l'argumentation sur le revenu de base.

A mon sens, le principal changement dont nous sommes Ã  prÃ©sent tÃ©moins est le transfert du dÃ©bat des techniciens (c'est-Ã -dire les spÃ©cialistes de sÃ©curitÃ© sociale) aux politiques. Mais ce transfert ne peut Ãªtre effectif que si les problÃ¨mes de valeurs et de politiques sont ouvertement discutÃ©s. Trop souvent en effet le dÃ©bat sur le revenu de base a Ã©tÃ© limitÃ© Ã  ses aspects techniques, Ã  sa faisabilitÃ©, Ã  son coût' et au budget nÃ©cessaire, mais il n'a Ã©tÃ© que rarement envisagÃ© en termes de valeurs sociale et politique, en termes de changement des structures de la sociÃ©tÃ©, en termes de richesse et de pouvoir.

Mon intervention a pour but d'expliquer non seulement pourquoi le dÃ©bat est en train de changer mais surtout pourquoi il faut le faire Ã©voluer dans ce sens. En fait, ce qui est en jeu n'est pas de trouver un meilleur systÃ¨me pour garantir un revenu Ã  ceux qui ont des difficultÃ©s Ã  en trouver un, mais de redÃ©couvrir la valeur rÃ©elle de la crÃ©ation de richesses, et comment on peut garantir Ã  tous les Ãªtre humains le droit Ã  en avoir une part.

2. Mais cela va plus loin et mon raisonnement s'applique aussi Ã  la discussion de la crise actuelle de l'emploi. Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, durant les quarante derniÃ¨res annÃ©es, la plupart des politiques Ã©conomiques et sociales ont Ã©tÃ© basÃ©es sur l'idÃ©e qu'il fallait que les gouvernements interviennent dans l'Ã©conomie si l'on voulait atteindre et garantir le plein emploi, c'est-Ã  dire la participation dans le processus de production de tous ceux qui le souhaitent. ConfortÃ©e dans cette opinion par la fantastique croissance que toutes les Ã©conomies industrialisÃ©es ont connue durant cette pÃ©riode et qui a fait de la politique de plein emploi un succÃ¨s presque complet, la possibilitÃ© technique d'assurer le plein emploi est devenue le thÃ¨me central de tous les dÃ©bats sur le travail et l'emploi, laissant de cÃ´tÃ© toute rÃ©flexion sur la finalitÃ© du travail, c'est-Ã -dire sur sa valeur morale,

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

sociale et humaine. La crise actuelle de l'emploi, qui semble insoluble, a conduit de nombreux penseurs Ã  la conviction qu'il fallait absolument une autre approche si l'on voulait traiter les problÃ¨mes essentiels d'aujourd'hui. Dans ce domaine aussi, nous pensons qu'il faut retirer le dÃ©bat des mains des techniciens pour le mettre dans celles des politiciens.

Ces considÃ©rations prÃ©liminaires rendent Ã©vident Ã  mes yeux qu'il faut relier, pour qu'ils soient utiles, les dÃ©bats sur le revenu de base d'une part, et sur le travail et l'emploi d'autre part.

3. ConsidÃ©rons tout d'abord les changements qui ont affectÃ© la valeur du travail depuis que l'industrialisation est devenue le principal moyen de produire la richesse de nos sociÃ©tÃ©s. Pour simplifier un raisonnement que je ne voudrais pas pousser trop loin dans ce court exposÃ©, je dirai que l'industrialisation a eu pour principal effet de dÃ©truire la relation individuelle que l'homme avait avec l'objet de son travail, en ce sens que ce n'est plus son action individualisÃ©e qui constitue son travail, mais sa participation au processus global de production des biens, qui n'a pas de signification directe pour sa vie et celle de sa famille, en dehors de la nÃ©cessitÃ© de se procurer un revenu. Par consÃ©quent, la conscience aigue de contribuer Ã  sa propre survie, Ã  son propre bien-Ãªtre et Ã  ceux de sa famille, vÃ©cue comme une action concrÃ¨te, telle que couper du bois, rÃ©colter de la nourriture, etc... a progressivement Ã©tÃ© remplacÃ©e par un nouveau type d'obligation consistant Ã  gagner pour soi-mÃªme et pour sa famille une contribution monÃ©taire Ã  l'extÃ©rieur de son milieu de vie. La compagnie, ou l'employeur, a ainsi remplacÃ© la famille en tant qu'unitÃ© Ã©conomique intÃ©grÃ©e dans laquelle le travail de l'individu trouve sa signification. Le sens du travail s'est ainsi trouvÃ© directement liÃ© au processus de production et seulement de maniÃ¨re indirecte, Ã  la survie et au bien-Ãªtre de l'homme et de sa famille.

Ce sens indirect du travail nÃ©cessaire Ã  la survie de l'individu, c'est ce que nous appelons maintenant son revenu. A travers l'organisation sociale du travail, c'est-Ã  dire l'action de l'homme nÃ©cessaire Ã  sa survie et Ã  celle de son groupe, a Ã©tÃ© progressivement remplacÃ©e par la notion de boulot, d'emploi payÃ©. "Travailler" ne signifie donc plus produire quelque chose de spÃ©cifique individuellement, mais avoir une place, un boulot, un statut qui garantit un revenu. L'idÃ©e d'une valeur du travail, considÃ©rÃ© comme une action humaine spÃ©cifique, a Ã©tÃ© remplacÃ©e par la valeur du revenu de l'emploi. Dans le langage de tous les jours, la valeur d'un travail n'est pas due Ã  "ce qu'on fait", mais Ã  "ce qu'on est", ou Ã  "ce qu'on gagne".

4. Mais cependant, les valeurs traditionnelles, Ã©thiques et psychologiques attachÃ©es au travail n'ont pas changÃ©. Nous ne devons pas oublier que le travail a toujours eu un sens ambigu dans la culture occidentale. Il a Ã©tÃ© Ã  la fois une force crÃ©atrice divine (Dieu a crÃ©Ã© le monde en six jours avant de se reposer ; dans la mythologie grecque de grandes divinitÃ©s entreprennent des travaux colossaux), mais aussi une punition pour les pÃ©chÃ©s de l'homme (Adam est condamnÃ© Ã  gagner son pain Ã  la sueur de son front). Le travail est ainsi une bonne et une mauvaise chose. Cette ambiguitÃ© a jouÃ© un rÃ´le important Ã  travers les siÃ¨cles dans "la prise de conscience" et/ou "l'identification au groupe". Dans la GrÃ¨ce antique, les hommes libres Ã©taient dÃ©gagÃ©s du travail qui constituait l'Ã©tat d'esclavage ; dans les temps modernes, les gens sans travail se sentent dÃ©prÃ©ciÃ©s s'ils ne peuvent plus faire partie de la communautÃ© des travailleurs.

Cette double valeur du travail a bien entendu un impact sur la valeur qu'on attribue d'une part, au travail en tant qu'acte, et d'autre part au revenu en tant que bÃ©nÃ©fice. Un travail pÃ©nible pour un bon salaire semble Ãªtre dans la nature des choses. L'aspect nÃ©gatif du travail est le lourd fardeau qu'il reprÃ©sente pour l'individu qui doit se soumettre Ã  un processus impersonnel de production, alors que son aspect positif doit Ãªtre cherchÃ© dans la rÃ©compense constituÃ©e par le revenu qu'il procure. D'oÃ¹ l'argument souvent entendu si les gens pouvaient obtenir un revenu- sans travailler, pourquoi travailleraient-ils ?

5. Bien sûr, il y a dans le travail plus qu'un revenu. Avoir un travail constitue une valeur sociale ; c'est une sorte de reconnaissance sociale, et cela, indÃ©pendamment de la rÃ©compense financiÃ¨re qui lui est

Copyright © Association pour l'Économie Distributive

attachÃ©e. Tout cela est liÃ© au dÃ©sir fondamental de l'homme de faire quelque chose, d'agir, d'Ãªtre partie prenante du processus social. C'est certainement ce qui a justifiÃ© pendant si longtemps les politiques exclusives de plein emploi que tant de nos gouvernements ont suivies. Du mÃªme coup, Ã©taient satisfaits, Ã  la fois, les besoins de revenus et la satisfaction d'Ãªtre socialement reconnu. Mais nous savons, depuis la crise et notre prise de conscience des changements qui affectent les sociÃ©tÃ©s dites post-industrielles, que ce n'est plus possible, puisqu'il n'est plus nÃ©cessaire d'avoir autant de monde dans le processus de production. Les dÃ©veloppements technologiques et les accroissements de productivitÃ© ont amenÃ© une forte redondance humaine dans l'emploi. Il n'est plus nÃ©cessaire d'avoir toute la population active (quel que soit le concept que cela recouvre) dans des emplois payÃ©s pour produire les biens et les services que nous pouvons consommer. De mÃªme que la population agricole est passÃ©e d'environ 80 % Ã  moins de 10 % pour produire la nourriture dont nous avons besoin (et elle produit encore trop en Europe), de mÃªme, la population industrielle et employÃ©e diminue elle aussi. Cette Ã©volution va obliger nos sociÃ©tÃ©s, Ã  rompre, plus radicalement qu'aujourd'hui, le lien qui existe entre la participation Ã  la crÃ©ation des richesses par le travail et l'emploi, et la participation Ã  la redistribution des richesses par un revenu salarial.

Ainsi la double valeur ambigÃ¼e traditionnelle du travail en sera-telle nÃ©cessairement affectÃ©e, tout comme le sera le jeu paradoxal que jouaient les sociÃ©tÃ©s industrielles avec les individus en compensant les conditions de travail par un revenu, le fardeau du travail par une rÃ©compense monÃ©taire, le sacrifice de produire par la sÃ©curitÃ© sociale.

6. Les consÃ©quences de cette Ã©volution ont une importance capitale. PremiÃ¨rement, la valeur du travail ne peut plus se mesurer exclusivement en termes de revenus ou en termes d'incitations financiÃ¨res. Les gens sont en train de redÃ©couvrir la valeur fondamentale de faire quelque chose qu'ils aiment, parce qu'ils lui attribuent une valeur tout comme un artiste voit la valeur crÃ©ative de son effort, ou parce qu'ils ont conscience de la valeur sociale de leurs efforts et de la contribution que leur travail reprÃ©sente pour la sociÃ©tÃ© dans son ensemble. La notion de travail doit donc prendre un nouveau contenu et un nouvel attrait. Mais d'un autre cÃ´tÃ©, l'idÃ©e que le systÃ¨me de production doive garantir le revenu de tous les individus doit aussi Ãªtre abandonnÃ©, parce que, comme nous l'avons vu, ce systÃ¨me n'a pas besoin d'utiliser autant de monde qu'auparavant.

Toutes les discussions qui ont lieu en Europe sur ce qu'on appelle la "flexibilitÃ©" du marchÃ© du travail n'ont pas d'autre sens. Ce que les employeurs (en rÃ©alitÃ©, cette expression doit devenir obsolÃ¨te), ou, mieux dit, les entreprises, demandent, c'est d'avoir la possibilitÃ© de produire autant qu'elles le peuvent sans avoir Ã  s'occuper de la distribution des richesses Ã  plus de gens que ceux qu'elles ont besoin d'employer dans le cadre de leur organisation. Leur raisonnement consiste simplement Ã  dire que leur contribution Ã  la crÃ©ation de richesse sociale n'est pas efficace si elles doivent se charger de tÃ¢ches sociales autres que celle de produire des biens dans les meilleures conditions possible. Ainsi toutes les mesures qui ont Ã©tÃ© dÃ©veloppÃ©es dans l'optique des politiques de plein emploi visant Ã  garantir le travail vontelles contre ces nouvelles tendances.

On ne doit pas cependant croire que cette Ã©volution ramÃ¨ne nos sociÃ©tÃ©s au capitalisme sauvage du libÃ©ralisme du XIXe siÃ¨cle. Nous en sommes loin parce que nous connaissons la nature nouvelle de la richesse qu'a apportÃ© un systÃ¨me Ã©conomique hautement monÃ©tisÃ©. La richesse n'est pas l'accumulation des biens, c'est la circulation des biens. La richesse, c'est essentiellement l'Ã©change. Quel serait en effet l'intÃ©rÃªt de produire des biens et des services dans les meilleures conditions et aux meilleurs prix, s'il n'y avait personne pour les acheter, pour les utiliser, pour les consommer ? C'est le vieux principe de Ford : si mes employÃ©s ne peuvent pas acheter les voitures que je construis, quel intÃ©rÃªt y a-til Ã  les produire. C'est la mÃªme chose dans les sociÃ©tÃ©s postindustrielles. La richesse est essentiellement l'Ã©change croissant qui prend place entre les parties productrices et consommatrices de la sociÃ©tÃ©, quelles que soient leurs tailles respectives.

Dans le systÃ¨me industriel traditionnel d'emploi, on devait faire partie du systÃ¨me producteur pour pouvoir consommer, puisque c'est uniquement ce systÃ¨me qui pouvait garantir le revenu pour consommer. Donc, plus il y avait d'emplois crÃ©Ã©s, plus l'Ã©change Ã©tait possible.

Aujourd'hui, en dissociant la production du "partage des richesses", on pourrait instaurer un nouveau

Copyright © Association pour l'Économie Distributive 

systÃ¨me pour garantir la richesse. Nous devrions considÃ©rer le dÃ©bat sur le revenu de base dans cette perspective. On a besoin du revenu de base non pas parce que le systÃ¨me de production ne peut plus garantir un emploi Ã  tout le monde, ce serait lÃ  un argument de sÃ©curitÃ© sociale, mais parce que nous avons besoin d'un nouveau systÃ¨me de redistribution des richesses pour garantir la croissance dans une pÃ©riode oÃ¹ la productivitÃ© n'est plus basÃ©e sur le nombre de personnes rÃ©ellement engagÃ©es dans le processus de production.

Je plaide donc pour une approche Ã©conomique positive du dÃ©bat sur le revenu de base. Et je crois fortement qu'un tel dÃ©bat sur le revenu de base ne peut s'engager que si l'on veut rÃ©ellement reconsidÃ©rer fondamentalement la valeur du travail, et les stimulants pour les efforts qu'il demande. Ce qui en effet est en jeu, c'est non seulement une meilleure faÃ§on de calculer les budgets des Etats et les coûts sociaux nationaux, mais aussi l'Ã©thique d'une politique d'ouverture et de solidaritÃ© qui est rendue possible par nos nouvelles capacitÃ©s pour produire et pour crÃ©er des richesses pour tous.

Il faut ajouter un dernier point Ã  cette perspective. S'il est vrai que la richesse est essentiellement l'Ã©change, il devient Ã©vident que personne ne peut la crÃ©er, la maintenir et la dÃ©velopper en s'isolant du reste de l'humanitÃ©. Aucun pays au monde ne peut satisfaire ses besoins en fermant ses frontiÃ¨res, en isolant son marchÃ© du reste de l'humanitÃ©. Par consÃ©quent, nous devons savoir qu'aucun pays ne peut, tout seul, mettre en place un systÃ¨me de revenu de base, sans prendre en considÃ©ration ses voisins, ses partenaires, et par suite, la richesse de tous. Dans cette optique, les dÃ©veloppements qui se manifestent en Europe, Ã  travers la crÃ©ation d'une communautÃ© de plus de 320 millions de citoyens, constituent un dÃ©fi et une occasion de renouvellement social et politique que nous ne devons pas manquer.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive